

Globalisation, communication et champ du pouvoir.

Une socio-économie comparée des structures actionnariales et dirigeantes des groupes de médias et des entreprises dans le domaine des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication en Europe et aux Etats-Unis.

Geoffrey Geuens

Thèse présentée en vue de l'obtention du grade de
Docteur en Philosophie et Lettres (Orientation : Information et Communication)
Année académique 2006-2007

Table des matières

Sommaire, 1

Introduction, 2

Première partie

ÉTAT DE LA QUESTION ET PRINCIPES DIRECTEURS DE LA RECHERCHE

Pour une socio-économie des rapports entre État, Économie et Industrie de la communication

Chapitre 1. Désétatisation/déterritorialisation/dérégulation : lieux communs et production dominante dans la recherche en communication, 12

A. La « dérégulation » des industries médiatiques, 12

- a) Une désétatisation imaginaire de la presse et de l'audiovisuel, 12
- b) Une transnationalisation fantasmée des multinationales médiatiques, 15
- c) Les patrons de presse : des managers apatrides et dépolitisés, 17

B. La « dérégulation » des télécommunications et des NTIC, 21

- a) Une désétatisation imaginaire des télécommunications et des NTIC, 22
- b) Les mythes du « marché pur » et de la transnationalisation du secteur, 25

Chapitre 2. Pour une économie politique critique des médias et des NTIC, 28

A. « Désétatisation » et réalités historiques : acteurs et réformes engagés dans le secteur de la communication depuis le début des années 1980, 29

- a) La « société européenne de l'information » : un projet politique et financier, 29
- b) Les « autoroutes de l'information » aux Etats-Unis : économie, NTIC et enjeux stratégiques, 42

B. Télécommunications, NTIC et complexe militaro-industriel : avancées et limites des divers modèles théoriques, 48

Les limites théoriques du concept de « complexe militaro-industriel », 54

C. L'économie politique des médias : un héritage critique, 57

Chapitre 3. Pour une sociologie critique des rapports entre État, Économie et Industrie de la communication, 64

A. Opérer une rupture avec la « théorie du complot » et le paradigme « dysfonctionnel », 64

B. Champ du pouvoir et industrie de la communication : éléments théoriques pour une sociographie empirique des classes dirigeantes, 68

- a) Champ du pouvoir, multimensionnalité et intégration sociale, 68
- b) Capital social et *collectivisme* pratique de la grande bourgeoisie, 72
- c) Les réseaux d'entreprises : circulation de l'information et cohésion sociale, 75
- d) Cercles et clubs privés : les espaces réservés de la classe dirigeante, 78
- e) Pouvoir d'Etat et capitalisme familial, 79

C. État, Économie et Industries culturelles : les apports de Gramsci, 81

Deuxième partie

« GLOBALISATION », « SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION » et DISCOURS SOCIAL
Le triptyque désétatisation/déterritorialisation/dérégulation et ses lieux communs

Chapitre 1. Mondialisation, pouvoir et NTIC, 90

A. NTIC et reconfiguration du pouvoir, 90

B. Figures du politique en déclin, 94

- a) L'économie contre la politique, le marché contre l'Etat, 94
- b) Politiques territoriales vs flux globaux, 100
- c) Les transnationales à l'assaut de l'Etat-nation : lobbying et domination, 104
- d) L'Etat-nation contourné par le haut et par le bas, 110
- e) Figures de l'« irresponsabilité » : pression de l'« idéologie libérale » et auto-dépossession du politique, 113
- f) Le « cercle de la raison » : idéologie de marché et fétichisme d'Etat, 123

C. Figures de l'économie en ascension, 129

- a) L'économie contre la politique, le marché contre l'Etat : suite et fin, 129
La « globalisation » de l'économie : une réalité démentie par les chiffres, 131
- b) Un pouvoir économique imperceptible, 133
Dispersion et désincarnation du pouvoir économique, 134
- c) Un pouvoir économique internationalisé et éclaté, 137
La « globalisation » des structures de propriété : une réalité démentie par les chiffres, 139
- d) Pouvoir économique et capitalisme financier « parasitaire » anglo-saxon, 141
La mainmise des fonds anglo-saxons : une réalité démentie par les chiffres, 149
- e) Pouvoir économique, monopoles privés et managers, 151

D. Les multinationales de la communication : les « nouveaux pouvoirs » désétatisés,

déterritorialisés et dérégulés, 153

E. Synthèse des principaux lieux communs associés à la « globalisation », 157

Chapitre 2. Mondialisation, lieux communs et habitus de classe, 161

Fiche n° 1 : Les intellectuels du « social-libéralisme » à la française :

Zaki Laïdi, Alain Touraine, Jean-Paul Fitoussi, Anton Brender, Marcel Gauchet, 168

Fiche n° 2 : Les intellectuels de la *Third Way* britannique et de la *Neue Mitte* allemande :

Anthony Giddens, Zygmunt Bauman, David Held, Ulrich Beck, 172

Fiche n° 3 : Les intellectuels du Parti démocrate :

Robert Reich, Jeremy Rifkin, Joseph Stiglitz, 175

Fiche n° 4 : Des *think tanks* internationaux :

A Gauche, en Europe, The Policy Network, Notre Europe, 177

A Gauche, en Europe, 177

The Policy Network, 178

Notre Europe, 179

Fiche n° 5 : Les essayistes technophiles entre start-ups et complexe militaro-industriel :

Pierre Lévy, Jacques Attali, Joël de Rosnay, Nicholas Negroponte, Michael Dertouzos, John Perry Barlow, Paul Saffo, Manuel Castells, Derrick de Kerckhove, Al Gore, 181

Fiche n° 6 : Les avocats d'affaires et conseillers en stratégie managériale :

Michel Guénaire, Laurent Cohen-Tanugi, Kenichi Ohmae, 185

Troisième partie

LOGIQUES SYSTÉMIQUES ET CONFIGURATIONS NATIONALES

Analyse comparative des structures de propriété et de contrôle des groupes de médias et des entreprises dans le domaine des NTIC en Europe et aux Etats-Unis

Introduction, 187

Chapitre 1. Analyse comparative des structures de propriété et de contrôle des groupes dans l'industrie des médias : France, Belgique, Grande-Bretagne, Etats-Unis, 193

A. France, 193

a) Poids des actionnaires connus et de l'actionnaire principal, 193

b) Poids des actionnaires résidents/non-résidents connus et nationalité de l'actionnaire principal, 195

c) Nature de l'actionnaire principal et type de contrôle final, 198

B. Belgique, 202

- a) Poids des actionnaires connus et de l'actionnaire principal, 202
- b) Poids des actionnaires résidents/non-résidents connus et nationalité de l'actionnaire principal, 203
- c) Nature de l'actionnaire principal et type de contrôle final, 205

C. Grande-Bretagne, 209

- a) Poids des actionnaires connus et de l'actionnaire principal, 209
- b) Poids des actionnaires résidents/non-résidents connus et nationalité de l'actionnaire principal, 210
- c) Nature de l'actionnaire principal et type de contrôle final, 213

D. Etats-Unis, 216

- a) Poids des actionnaires connus et de l'actionnaire principal, 216
- b) Poids des actionnaires résidents/non-résidents connus et nationalité de l'actionnaire principal, 218
- c) Nature de l'actionnaire principal et type de contrôle final, 221

Chapitre 2. Analyse comparative des structures de propriété et de contrôle des groupes dans l'industrie des Nouvelles Technologies de l'Information : Etats-Unis/Europe, 227

A. Etats-Unis, 227

- a) Poids des actionnaires connus et de l'actionnaire principal, 227
- b) Poids des actionnaires résidents/non-résidents connus et nationalité de l'actionnaire principal, 230
- c) Nature de l'actionnaire principal et type de contrôle final, 233

B. Europe, 236

- a) Poids des actionnaires connus et de l'actionnaire principal, 236
- b) Poids des actionnaires résidents/non-résidents connus et nationalité de l'actionnaire principal, 242
- c) Nature de l'actionnaire principal et type de contrôle final, 246

Chapitre 3 : *Concentration et hypercentralisation du capital*. Analyse des principaux investisseurs institutionnels présents dans les secteurs des médias et des nouvelles technologies de l'information aux Etats-Unis, 253

A. Contrôle « managérial » et concentration du capital des firmes, 253

B. Centralisation de l'économie américaine et consolidation des « noyaux durs », 256

Etats-Unis vs Europe : des modèles de centralisation distincts, 261

C. Les agents de *l'hypercentralisation du capital*. Analyse des structures de détention et de gestion des principaux investisseurs institutionnels aux Etats-Unis, 262

- a) Concentration de la propriété des holdings cotés, 262
- b) Domination des résidents et présence britannique au capital des holdings cotés, 263
- c) L'illusion « mutualiste » : les sociétés privées de gestion de fonds entre contrôle managérial et familial, 264
- d) *Hypercentralisation* et consolidation du complexe financier américain, 269

Fiche n° 7: The Vanguard Group, Fidelity Investments, Capital Group Companies, Dodge & Cox Funds, Brandes Investment Partners, 271

- e) Le capital financier ou la fusion des intérêts bancaires et industriels, 272
- f) Investisseurs institutionnels et appareil d'Etat, 277

Quatrième partie

INDUSTRIE DE LA COMMUNICATION ET CHAMP DU POUVOIR :

Analyse comparative des structures dirigeantes des groupes de médias et des entreprises dans le domaine des NTIC en Europe et aux Etats-Unis

Chapitre 1. Structures dirigeantes des sociétés de médias et champ du pouvoir aux Etats-Unis, 281

A. Structures dirigeantes et enracinement national, 281

- a) Nationalité des administrateurs, 281
- b) Une surface sociale à dimension nationale, 282

B. Conseils d'administration et réseaux d'entreprises : intégration sociale, imbrication sectorielle et domination financière, 283

- a) Des réseaux d'entreprises majoritairement nationaux, 283
- b) Médias, NTIC et secteur financier : des relations d'imbrication privilégiées, 285
- c) Les enjeux multiples de la centralité des groupes financiers, 287
- d) The Business Council et The Business Roundtable : sociabilité, concertation politique et lobbying, 291

Fiche n° 8 : The Business Council et The Business Roundtable, 294

The Business Council, 294

The Business Roundtable, 295

C. De l'administration de l'Etat à l'administration des médias : la circulation des agents sociaux dans le champ du pouvoir, 296

- a) Des relations privilégiées avec le gouvernement national, 296
- b) Républicains et démocrates : parité politique et conseils d'administration, 297

AOL Time Warner, 298

Walt Disney, 298
News Corporation, 299
Viacom, 300
General Electric, 301
Hollinger International, 302

c) *Moderate-conservative Ideology and Oligopolistic Liberalism*. De l'hégémonie de certains *Think Tanks* aux Etats-Unis, 303

Fiche n° 9 : The Council on Foreign Relations, 309

Fiche n° 10 : Le Groupe Bilderberg, 325

Fiche n° 11 : La Commission trilatérale, 335

Chapitre 2. Structures dirigeantes des sociétés de médias et champ du pouvoir en Grande-Bretagne, 347

A. Structures dirigeantes et enracinement national, 347

a) Nationalité des administrateurs, 347

b) Une surface sociale à dimension nationale, 348

B. Conseils d'administration et réseaux d'entreprises : intégration sociale, imbrication sectorielle et domination financière, 349

a) Des réseaux d'entreprises mixtes « nationaux/internationaux », 349

b) Médias, finance, industrie agroalimentaire et secteur énergétique : des relations d'imbrication privilégiées, 351

c) Hégémonie financière, entrelacements des directoires et intégration de la classe dirigeante, 353

d) The British-American Business Council : une imbrication privilégiée mais limitée, 355

C. De l'administration de l'Etat à l'administration des médias : la circulation des agents sociaux dans le champ du pouvoir, 357

a) Des relations privilégiées avec le gouvernement national, 357

b) Conservateurs et travaillistes : parité politique, réseaux familiaux et conseils d'administration, 359

Pearson, 359

BSkyB Group, 360

Reuters Group, 360

Daily Mail & General Trust, 361

ITV, 362

Independent News & Media, 362

The Economist Group, 363

BBC, 364

d) Des universités (Cambridge, Oxford) et des réseaux transatlantiques

(Groupe Bilderberg, Commission trilatérale, Ditchley Foundations), 364

Chapitre 3. Structures dirigeantes des sociétés de médias et champ du pouvoir en France, 369

A. Structures dirigeantes et enracinement national, 369

- a) Nationalité des administrateurs, 369
- b) Une surface sociale à dimension nationale, 371

B. Conseils d'administration et réseaux d'entreprises : intégration sociale, imbrication sectorielle et domination financière, 372

- a) Des réseaux d'entreprises majoritairement nationaux, 372
- b) Médias, finance et industrie énergétique : des relations d'imbrication privilégiées, 374
- c) Hégémonie financière, « noyaux durs » et intégration de la classe dirigeante, 375

AXA, 377
BNP Paribas, 378
Société générale, 378

- e) Le Medef, l'AFEP et la Table ronde des Industriels européens : sociabilité, concertation politique et lobbying, 379

Fiche n° 12 : L'Association française des Entreprises privées, 382
Fiche n° 13 : La Table ronde des Industriels européens, 384

C. De l'administration de l'Etat à l'administration des médias : la circulation des agents sociaux dans le champ du pouvoir, 386

- a) Gouvernements nationaux et réseaux internationaux, 386
- b) Socialistes, centristes et gaullistes : tripartite et conseils d'administration, 389

Suez, 389
Vivendi Universal, 390
Bouygues, 391
LVMH, 391
Lagardère, 392
Groupe Le Monde, 393
Libération, 395
Socpresse, 396

D. Hégémonie et multipositionnalité : des groupes de réflexion patronaux aux réseaux transatlantiques en passant par les *think tanks* du renouveau social-démocrate, 397

Fiche n° 14 : L'Institut français des Relations internationales, 403
Fiche n° 15 : Confrontations Europe, 409

Fiche n° 16 : Aspen Institute, 417

E. Accumulation du capital social et administrateurs « multiples » : l'entre-soi de la classe dirigeante entre cercles d'élite et clubs d'affaires, 427

Fiche n° 17 : Le Siècle, 431

Chapitre 4. Structures dirigeantes des sociétés de médias et champ du pouvoir en Belgique, 438

A. Structures dirigeantes et enracinement national, 438

a) Nationalité des administrateurs, 438

b) Une surface sociale à dimension nationale, 438

B. Conseils d'administration et réseaux d'entreprises : intégration sociale, imbrication sectorielle et domination financière, 439

a) Des réseaux d'entreprises majoritairement nationaux, 439

b) Les relations d'imbrication privilégiées entre information et haute finance : sociétés de presse, holdings et groupes bancaires, 441

c) La bourgeoisie d'affaires entre réseaux régionaux et collaborations transcommunautaires, 442

d) L'UWE pour les groupes médiatiques francophones, le VEV pour les sociétés de presse flamandes et la FEB pour tous, 445

C. Médias, grande bourgeoisie et politique : des « noyaux durs » aux comités idéologiques des journaux en passant par les réseaux familiaux, 446

ING Belgique, 447

Fortis, 449

KBC Group, 452

Conseils d'administration, comités idéologiques et réseaux familiaux : des affinités politiques électives, 455

Roularta Media Group, 455

De Persgroep, 457

Concentra, 460

Uitgeversbedrijf Tijd, 461

IPM, 461

Mediabel, 465

TVI, 469

Rossel & Cie, 474

D. De l'UCL à la Vlerick School en passant par l'Institut Royal des Relations Internationales, 478

E. Cercle de Lorraine, De Warande, Cercle Royal Gaulois : les clubs privés de l'élite au prisme du fédéralisme belge, 481

Fiche n° 18 : Le Cercle Royal Gaulois Artistique & Littéraire, 485

Fiche n° 19 : De Warande, 488

Fiche n° 20 : Cercle de Lorraine et Cercle de wallonie, 490

Chapitre 5. Structures dirigeantes des sociétés technologiques et champ du pouvoir aux Etats-Unis, 493

A. Structures dirigeantes et enracinement national, 493

a) Nationalité des administrateurs, 493

b) Une surface sociale quasi exclusivement nationale, 494

B. L'organisation systémique de l'industrie des NTIC : entreprises-nœuds, intégration sectorielle et haute finance, 495

a) Des réseaux économiques essentiellement nationaux, 495

b) L'industrie des NTIC entre intégration sectorielle et hégémonie financière, 498

C. La « société de l'information » au prisme du *système techno-sécuritaire* : NTIC, défense stratégique et appareil d'Etat, 500

a) Des relations privilégiées avec le gouvernement national, 500

b) Entreprises privées, département de la défense et CIA : les acteurs centraux du *système techno-sécuritaire*, 503

c) Un *système techno-sécuritaire* bipartisan : républicains et démocrates dans les conseils d'administration de sociétés technologiques, 504

Hardware, 504

Télécommunications, 506

Défense/sécurité, 506

Software, 508

Semi-conducteurs, 509

Conglomérats, 509

Chapitre 6. Structures dirigeantes des sociétés technologiques et champ du pouvoir en Europe, 511

A. Structures dirigeantes et enracinement national, 511

a) Nationalité des administrateurs, 511

b) Une surface sociale essentiellement nationale, 512

B. La « société de l'information » et ses enjeux stratégiques : NTIC, industrie énergétique et haute finance, 513

a) Des réseaux économiques majoritairement nationaux, 513

b) Des industries *stratégiques* sous contrôle financier : NTIC et secteur énergétique, 514

C. Entreprises et Etats : l'industrie européenne des NTIC et ses spécificités régionales, 516

a) Des relations privilégiées avec le gouvernement national, 516

b) NTIC et ministères des Affaires économiques et financières : des affinités électives, 518

c) Conseils d'administration bipartisans et groupes européens de haute technologie, 519

Télécommunications, 519

Défense/sécurité, 520

Conglomérats, 521

Semi-conducteurs, software et hardware, 522

Conclusions, 523

Annexe : données, tableaux statistiques, méthodologie, 536

Bibliographie, 569